



Assemblée générale

Distr. générale
13 mars 2026

Espagnol et français seulement

Conseil des droits de l'homme

Soixante-et-unième session

23 février–2 avril 2026

Point 9 de l'ordre du jour

**Racisme, discrimination raciale, xénophobie et intolérance
qui y est associée : suivi et application de la Déclaration
et du Programme d'action de Durban**

Exposé écrit présenté conjointement par American Association of Jurists, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, organisation non gouvernementale inscrite sur la liste*

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[26 janvier 2026]

* Le présent document est publié tel qu'il a été reçu, dans la langue originale seulement.



Le Brésil : le lien entre racisme, violence policière, néropolitique, politique électorale et intérêts économiques

Introduction

Une crise structurelle des droits de l'homme

Il existe une convergence systémique de facteurs qui perpétuent et aggravent les violations des droits de l'homme au Brésil à travers un historique de politiques racistes. La vie de la population noire au Brésil ne peut continuer à être monnaie d'échange dans la politique et les affaires. La violence policière meurtrière n'est pas un phénomène isolé, mais le symptôme d'une interconnexion profonde entre le racisme structurel et institutionnel, la néropolitique, le calcul politico-électoral et la défense d'intérêts économiques spécifiques.

La dimension raciale de la violence mortelle de l'État

Selon la carte de la sécurité publique du ministère de la Justice en 2024, les agents de l'État ont causé la mort de 6 134 personnes au Brésil.

Cette violence a un profil clairement raciste. Le rapport « Piel Objetivo : Crônicas de Dolor y Lucha » (Peau cible : chroniques de douleur et de lutte) révèle que la population noire (désignée par les termes « prietos y pardos ») représentait 86,2 % des décès dans les unités fédérales analysées.

Les chiffres présentés ne sont pas fortuits. Ils reflètent le racisme structurel de la société et des institutions brésiliennes, normalisant la tragédie quotidienne dans les communautés marginalisées.

De l'omission à l'élimination : la néropolitique comme pratique étatique

La politique de l'État à l'égard de ces populations se caractérise par l'omission des droits sociaux fondamentaux et une présence ostensiblement répressive. Ce binôme configure une néropolitique : un mécanisme autoritaire qui décide qui mérite de vivre et qui peut être écarté.

Cas emblématique : le massacre d'Alemão et de Penha (Rio de Janeiro, 28 octobre 2025)

Cette opération, baptisée « Contenção », montre de manière crue comment le racisme, la violence étatique et les intérêts politiques s'entremêlent.

- Résultat meurtrier : 116 personnes assassinées sous prétexte d'exécuter des mandats d'arrêt. [3]
- Modèles de brutalité : des exécutions sommaires (coups de feu dans la nuque et le front), des actes de torture (corps ligotés, blessures par arme blanche, défiguration faciale) et même une décapitation ont été documentés. [4]
- Dissimulation et impunité : plus de la moitié des corps ont été récupérés par des membres de la famille, ce qui indique une tentative de dissimulation. [5] Les abus comprenaient des violences contre des femmes enceintes, des tirs aveugles et l'incendie de maisons.
- Légitimation politique : le gouverneur de l'État, Cláudio Castro, a qualifié l'opération de « succès », affirmant que « les seules victimes hier étaient ces policiers » [6], envoyant ainsi un message clair d'impunité.

L'État brésilien doit mener une enquête indépendante, impartiale, transparente et efficace sur tous les décès causés par l'action policière, en particulier le massacre d'Alemão et de Penha, et poursuivre les responsables matériels et intellectuels.

L'instrumentalisation politique et électorale de la violence

Une analyse du contexte révèle des motivations fallacieuses derrière le massacre, dans un contexte marqué par :

- l'inéligibilité de Bolsonaro ;
- la fragmentation de la droite politique ;
- la popularité croissante du gouvernement du président Luiz Inácio Lula da Silva.

La stratégie est devenue explicite lorsque le gouverneur Castro, après le massacre, a accusé la gauche et la décision de la Cour suprême fédérale (ADPF 635) d'être responsables des décès. Immédiatement, des gouverneurs représentant la droite politique (Tarcísio de Freitas-SP, Romeu Zema-MG, entre autres) se sont réunis pour coordonner un discours sur le « succès » de l'opération.[8]

Le facteur économique : expulsions forcées et spéculation immobilière

Le même schéma se répète dans des contextes d'intérêts économiques, comme dans la favela Moinho, à São Paulo, où un processus d'expulsion violent, promu sous le discours de « revitalisation », profite à la spéculation immobilière. À son tour, la résistance communautaire est réprimée par la police militaire, par le biais d'arrestations arbitraires de dirigeants sous des accusations infondées. [9]

Les pouvoirs publics ont encouragé les démolitions dans une zone partiellement habitée, provoquant la panique et de graves dommages psychologiques chez les résidents, tout en ne respectant pas les accords d'indemnisation.

Recommandations

Compte tenu de ce qui précède,

1/ Nous demandons au Haut-Commissariat aux droits de l'homme d'accorder une attention immédiate à ces graves violations des droits humains, au racisme et aux politiques racistes exposés ici.

2/ Nous demandons aux rapporteurs spéciaux et aux groupes de travail, notamment la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine, le Groupe de travail sur la détention arbitraire, d'accorder une attention particulière et de suivre la situation grave de discrimination, de violence policière, de racisme, d'intolérance et de violations des droits humains au Brésil, dans le cadre de leurs compétences respectives.

[3] <https://www.hrw.org/news/2025/10/31/brazil-serious-investigative-failures-in-deadly-rio-raid>

[4] <https://www.globalsecurity.org/military/world/war/favela-war-2025.htm>

[5] <https://www.hrw.org/news/2025/10/31/brazil-serious-investigative-failures-in-deadly-rio-raid>

[6] <https://www.tvpublica.com.ar/post/el-gobernador-de-rio-de-janeiro-claudio-castro-celebro-operativo-en-las-favelas-solo-cuatro-victimas-los-policia>

[8] <https://www.aljazeera.com/news/2025/11/1/demonstrators-call-for-governors-resignation-after-deadly-rio-police-raid>

[9] <https://www.malaymail.com/news/life/2025/05/18/the-end-of-moinho-central-sao-paulos-last-shantytown-faces-demolition-to-make-way-for-park-train-station>